De la politique dans l'ErE ?

Joëlle Van Den Berg, Christophe Dubois et Céline Teret

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ere/1652>

DOI : 10.4000/ere.1652

ISSN : 2561-2271

Éditeur

Centr'ERE

Référence électronique

Joëlle Van Den Berg, Christophe Dubois et Céline Teret, « De la politique dans l'ErE ? », *Éducation relative à l'environnement* [En ligne], Volume 9 | 2011, mis en ligne le 20 décembre 2011, consulté le 21 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ere/1652> ; DOI : 10.4000/ere.1652

De la politique dans l'ErE ?

Joëlle Van Den Berg, Christophe Dubois et Céline Teret

- 1 Au fil de cet article¹, nous souhaitons apporter quelques éléments d'analyse à propos du rapport qu'ont les acteurs de l'ErE au « politique », et ce, en nous référant à l'expérience du Réseau IDée² en Belgique francophone. Les questions sous-jacentes à l'analyse proposée sont ainsi inspirées de constats de « terrain » : le champ du « politique » semble faire « peur » à certains acteurs de l'ErE, et les dynamiques collectives et communautaires ne semblent pas faire partie de la culture dominante en Belgique, qui est marquée d'un individualisme croissant. Nous proposerons de possibles explications à ces phénomènes, de même que des pistes d'action pour favoriser, dans les pratiques d'ErE, la dynamique collective.

Politique, un mot qui fait peur ou qui rassemble ?

- 2 L'image de l'ErE évoque, pour beaucoup de monde, des petites têtes blondes à la découverte des fleurs, des activités relativement neutres, centrées sur les comportements individuels comme l'apprentissage du tri des déchets, ne semant pas l'agitation, rassurant les bailleurs de fonds. Cette posture n'est pas toujours bien perçue par le monde « militant », qui considère qu'il se mouille, « lui », vis-à-vis des pouvoirs publics et se voit dès lors insécurisé, notamment en matière de subsides.
- 3 Il est vrai que l'ErE a fait des changements de comportements un cheval de bataille important : recyclage des déchets, modification du rapport au vivant, utilisation rationnelle de l'énergie, etc. L'ErE, en Belgique francophone, est ainsi devenue « réputée » pour la richesse des stratégies pédagogiques qu'elle a développées. Néanmoins, l'efficacité et les finalités de ces changements de comportements interrogent animateurs et citoyens : nos petits gestes se noient dans une société reposant sur la croissance de la consommation, où les avoirs sont un passeport social. Les antagonistes sont partout : publicité, marketing, lobbying. Où mène alors notre travail d'éducateurs ? Jusqu'où s'épuiser (même avec passion) dans les changements de comportements individuels ? N'entretenons-nous pas le système ? De quels changements parlons-nous ?

- 4 Certains chercheurs y répondent. Ainsi, Edwin Zaccaï, directeur du Centre d'études du développement durable, professeur à l'Université libre de Bruxelles (ULB) et enseignant à Sciences-Po Paris, observe que le niveau de conscience des problèmes environnementaux a beaucoup moins d'impact sur nos comportements de consommation que sur notre niveau de revenu (Bauler, Cornut et Zaccaï, 2007). En d'autres termes, d'un point de vue strictement environnemental, il vaut mieux être pauvre et mal informé que riche et conscientisé. Dans une entrevue accordée au magazine *Symbioses*, Zaccaï explique : « Objectivement, on réduira davantage les impacts en jouant sur la production que sur la consommation » (Dubois, 2008, p. 7). Entendez : les décisions politiques et des entreprises ont beaucoup plus d'impacts que nos actes individuels. La réflexion sur le changement de comportements individuels mène ainsi vers une réflexion sur le changement collectif, un champ crucial, encore en pleine exploration, et pas seulement pour les acteurs de l'ErE.

De l'individu au collectif

- 5 Plusieurs sociologues constatent que les individus entretiennent désormais une bien curieuse relation avec le collectif. En bref, les gens sont conscients des problèmes environnementaux, « ils sont d'accord pour que la collectivité résolve le problème, mais sans vouloir s'impliquer personnellement dans cette décision », constate la sociologue Sabine Rabourdin (Millet et Versailles, 2009, p. 9). Les causes sont nombreuses, dont un individualisme grandissant, des priorités immédiates privilégiées, le refus de la contrainte, un faible sentiment de responsabilité, etc. Dans ce contexte, comment nager à contre-culture dans nos pratiques d'ErE, tout en partant des représentations et de la « vision du monde » de nos publics ?
- 6 Zaccaï attribue à l'ErE un rôle de sensibilisation : « Elle joue non seulement sur certains comportements individuels, à la marge, mais surtout elle prépare les esprits à l'acceptation de mesures plus contraignantes » (Dubois, 2008, p. 7). Dans la même idée, un élu français confiait récemment³ : « Par l'éducation, accompagner les mutations à venir, dues aux dérèglements environnementaux, c'est assurer la démocratie. Sans ça, on va arriver à des mesures totalitaires, imposées par les bouleversements futurs » (Rudy L'Orphelin, communication libre, 2009). Faire accepter des mesures plus contraignantes, est-ce cela la dimension politique de l'éducation à l'environnement ? Une telle représentation du rôle de l'ErE interroge et inquiète quant à son instrumentalisation.
- 7 Le récent 5e Congrès mondial d'éducation relative à l'environnement mettait la question du « politique » au cœur de son programme. Lucie Sauvé, coprésidente du Congrès, chercheuse québécoise de référence dans le domaine de l'éducation relative à l'environnement, y rappelait toute la pertinence de l'ErE comme moyen de transmettre l'espoir de vivre autrement et de développer des démarches collectives. Lors d'un entretien⁴, elle a affirmé :

L'éducation et l'environnement sont deux champs d'action sociale éminemment politiques. [...] L'ErE s'inscrit d'autant plus dans le champ du politique lorsqu'elle accompagne une dynamique de critique et de transformation sociales. Elle contribue à développer des citoyennetés informées, conscientes, compétentes, capables de participer à la mouvance d'une démocratie participative, mais, plus encore, capables de dénoncer, et, même davantage, capables de construire

l'alternative. Il est essentiel de reconnaître le caractère politique de ces initiatives et de l'affirmer comme tel. (Lucie Sauvé, communication libre, 2009)

Parcours de réflexions-débats en ErE en Belgique francophone

- 8 Comment répondre à ces interpellations et affirmations ? Lors du « Parcours d'ErE », un processus de réflexions-débats en cinq étapes organisé par l'Institut d'éco-pédagogie et tenu entre décembre 2007 et novembre 2008, une septantaine d'acteurs belges francophones, issus des domaines de l'ErE et de l'éducation, au sens large, se sont interrogés sur les finalités (buts ultimes, visions à long terme) et objectifs (buts à moyen terme) de l'ErE au regard des urgences sociétales et environnementales⁵. Ces acteurs se sont également donné le temps de rencontrer des personnes ressources et de mener le débat pour clarifier leurs positions.
- 9 Représentants d'associations d'ErE et d'institutions de formation, quelques enseignants et quelques personnes actives au sein d'organisations d'éducation permanente (ou populaire) ont ainsi défini leur action en se référant notamment aux travaux de Lucie Sauvé (1997). Ils se sont approprié les trois perspectives de l'éducation relative à l'environnement, complémentaires et interreliées, proposées par la chercheuse (soit environnementale, éducative et pédagogique). Entre autres, ils ont vu que l'ErE peut s'actualiser en une éducation **pour** l'environnement, **par** l'environnement et/ou **dans** l'environnement, selon la perspective avec laquelle elle est abordée (Sauvé, 1997, p. 20-22).
- 10 Après avoir échangé sur ces concepts théoriques et sur leurs pratiques éducatives, les participants ont proposé que l'ErE puisse être :
- 11 ***Une éducation pour l'homme et l'environnement***
- 12 « L'ErE vise à rendre compatible le fonctionnement de l'humanité avec l'écologie globale de la planète tout en privilégiant la participation des citoyens à la gestion responsable et solidaire de l'environnement et des ressources » (Réseau IDée et coll., 2008, p. 4).
- 13 On observe, de la part des acteurs de l'ErE, un glissement de centres de préoccupation allant de la sphère individuelle vers la sphère collective, une prise en compte plus affirmée que par le passé de l'organisation globale de la société, et ainsi du politique. C'est une évolution qui amène aussi ses interrogations sur le chemin à parcourir à de nombreux niveaux.
- 14 ***Une éducation par l'environnement***
- 15 « L'ErE vise l'épanouissement des personnes et des communautés à travers leurs relations à l'environnement et à la nature » (*ibid.*, p. 4).
- 16 Cette proposition s'apparente à une démarche plus traditionnelle d'ErE.
- 17 ***Une éducation par et pour l'éducation***
- 18 « L'ErE reconnaît l'accès à l'éducation comme un droit fondamental et comme un levier indispensable dans l'établissement des relations entre les hommes et l'environnement » (*ibid.*, p. 4).
- 19 À cet égard, l'éducation est-elle considérée comme un facteur de transformation sociale et d'émancipation ou comme un facteur d'insertion dans la société telle qu'elle existe ?

Répondre à cette question constitue un choix politique. Les réponses sont certainement encore diversifiées chez les nombreux acteurs de l'éducation et de l'ErE.

L'ErE aujourd'hui, sur le terrain

- 20 En Belgique francophone, près de trois cents organisations font de l'ErE leur mission prioritaire ou secondaire. Nécessairement, elles évoluent différemment dans leurs pratiques et conceptions. On voit éclore, petit à petit, des initiatives d'ErE qui remettent plus fortement en perspective le modèle socio-économique actuel, qui le questionnent et vont jusqu'à présenter des modèles alternatifs. Il se profile aussi des activités plus manifestement participatives et un besoin plus exprimé de travailler avec des personnes et groupes généralement exclus des démarches éducatives et participatives. Une volonté qui « oblige » à mieux prendre en compte l'ensemble des réalités socioculturelles et économiques, et leurs dualités croissantes, à « sortir hors de nos cloches », comme l'exprime Christine Partoune, de l'Institut d'éco-pédagogie. Les associations d'ErE sont cependant peu impliquées dans des processus de résistance affirmée (pétitions, manifestations, plaidoyers, lobbying, désobéissance civile...), privilégiant plutôt une culture « d'adéquation évolutive ». Elles travaillent effectivement selon l'idée d'un cheminement qui part de là où sont les personnes et les groupes et qui amène à la réalisation – par la sensibilisation, l'éducation et la formation – d'un travail sur les attitudes et les valeurs, pour aboutir à une émancipation porteuse de changement.
- 21 Ces nouvelles pratiques adoptées en ErE ne visent plus (ou presque) l'inculcation de bons gestes, mais s'attachent à des changements plus profonds, plus globaux. Elles s'inscrivent dans des initiatives locales : concertation pour un nouvel aménagement, groupes d'achats, échanges de savoir-faire, voitures partagées..., pour n'en citer que quelques-unes. De nouveaux liens se nouent entre des acteurs qui partagent des finalités communes, que ce soit pour l'environnement (associations et institutions environnementales), pour l'humain (acteurs sociaux, groupes de solidarité Nord/Sud, etc.) ou pour l'éducation (acteurs du milieu scolaire, de l'éducation permanente, etc.). La part modeste de chacun se renforce d'autant que les actions des uns et des autres sont concertées, articulées, décloisonnées.
- 22 Ces évolutions passent par des débats plus critiques, éventuellement plus conflictuels, mais aussi par un redéploiement de l'imaginaire et d'une pensée créative. Le cheminement doit se poursuivre et, face aux urgences, consentir à des évolutions plus rapides. Il ne se fera pas sans une interrogation sur le choix de modèles de société, et sans une interpellation et un dialogue avec les politiques.
- 23 Un débat important et latent confronte ainsi depuis quelque temps les acteurs de l'ErE. Il concerne la remise en question du cadre conceptuel globalement promu, celui du développement durable et du modèle socioéconomique (néo)capitaliste dominant. Ce débat pose de nombreuses (nouvelles) questions : jusqu'où l'acteur de l'ErE doit-il maîtriser des compétences d'analyse socio-économique ? Jusqu'où doit-il se positionner sur le plan idéologique ? En quoi peut-il transmettre ou non ses propres choix ? Jusqu'où les acteurs de l'ErE, ensemble, s'engagent-ils vers une proposition « politique » commune ? Sont-ils suffisamment autonomes face aux pouvoirs publics qui leur octroient du financement ? Comment renforcer l'idée d'une ErE qui suscite la critique

sociale et qui ouvre le champ des possibles en matière de projets, ne se réduisant pas au concept de développement durable ?

Vers une stratégie d'ErE

- 24 Aujourd'hui, l'enjeu est de construire une réelle stratégie d'ErE qui s'inscrive de manière plus franche dans les programmes politiques et institutionnels. En Belgique francophone, le Réseau IDée cherche à asseoir ses propositions en la matière, sur la base d'un travail et d'une concertation avec ses membres et avec d'autres acteurs impliqués dans l'éducation et l'environnement. Une démarche qui prend du temps, mais qui offre de riches résultats. Sur les bases de la réalisation du « Parcours d'ErE », de l'élaboration d'un Mémoire des acteurs de l'éducation relative à l'environnement (Réseau IDée et coll., 2004) – présenté à des acteurs politiques à la veille des élections régionales et communautaires de 2004 – et d'autres discussions parmi les membres du Réseau IDée, un Programme d'ErE a été rédigé et diffusé auprès des ministres concernés à l'occasion des élections régionales et communautaires de juin 2009. Cette proposition a été résumée en cinq idées fortes (voir Tableau 1).

Tableau 1 : Propositions concrètes pour construire une stratégie d'ErE en communauté française et en régions wallonne et bruxelloise. Texte extrait du Programme pour l'éducation relative à l'environnement et l'éducation au développement durable (Réseau IDée, 2009, p. 6-7).

1.	Former les jeunes ainsi que tous les professionnels aux enjeux de l'environnement Comment?
	<ul style="list-style-type: none"> Par l'introduction systématique des questions environnementales et de développement durable (DD) dans l'ensemble des formations professionnelles, du coiffeur à l'architecte en passant par le gestionnaire : dès le secondaire technique et professionnel, dans les formations de l'enseignement supérieur et universitaire, lors des formations destinées aux demandeurs d'emploi ainsi que dans les formations en cours de carrière. Par l'intégration de l'éducation relative à l'environnement (ErE) dans la formation initiale des enseignants et des éducateurs et lors de leurs formations continues. Par des mesures structurelles facilitant les pratiques de l'interdisciplinarité et de la pédagogie par projet à l'école, démarches indispensables pour mettre en œuvre une ErE et une EDD. Par un débat partagé avec les acteurs de l'éducation autour de la question « Quels jeunes laisserons-nous à notre Terre? » complémentaire à la question « Quelle planète laisserons-nous à nos enfants? »
2.	Mettre en cohérence avec les défis du développement durable tous les lieux fréquentés par le grand public et les jeunes Comment?
	<ul style="list-style-type: none"> Par des mesures incitatives pour que les écoles, les centres culturels, de loisirs et de sports, les événements et les festivals, ainsi que les administrations développent une gestion environnementale et participative. Par l'introduction de clauses socio-environnementales dans les cahiers de charges de la construction et de la rénovation de tous les lieux à vocation éducative et socioculturelle.
3.	Faire percoler dans la société, et notamment à l'école, les processus de participation Comment?
	<ul style="list-style-type: none"> Par le déploiement de processus ambitieux de participation à destination de tous les citoyens, notamment dans le cadre de la gestion de leur environnement, que ce soit dans et hors de l'école, avec une attention particulière à ceux qui en sont généralement exclus (non-diplômés, jeunes, fragilisés...).
4.	Rendre les médias publics au service d'une éducation citoyenne Comment?
	<ul style="list-style-type: none"> Notamment par un contrôle plus strict des messages publicitaires, particulièrement des publicités destinées aux jeunes publics, afin de lutter contre les contenus mensongers. Développer et déployer les outils d'éducation aux médias afin d'aiguiser le sens critique des enfants et des adultes face aux médias et aux messages publicitaires. Favoriser les espaces d'expression portés par des citoyens et collectivités autonomes.
5.	Développer un dialogue pour définir une stratégie d'éducation relative à l'environnement ambitieuse et cohérente Comment?
	Par une concertation régulière et structurée entre élus, administrations et acteurs de l'ErE qui préciserait les objectifs, les moyens et les formes d'évaluation d'un programme d'ErE et d'EDD.

- 25 Ne jouant pas la carte du « lobbying », le Réseau IDée a investi le dialogue plutôt que le mouvement de pression. Avec le temps, des relations de coopération se sont construites avec les administrations, par définition plus stables, alors que des relations se sont nouées avec les cabinets ministériels, plus inscrits dans le court terme. Des contacts sont en cours avec les différents (nouveaux) ministres afin de susciter un espace de dialogue autour d'une stratégie pour l'ErE. Il s'agit d'un travail de longue haleine

cependant, car il implique, pour chaque idée, l'identification, l'adhésion, et l'articulation entre de nombreux acteurs institutionnels de la société civile et aussi de la sphère économique.

- 26 Ainsi, plus on avance vers une volonté de changements structurels et institutionnels, plus le nombre et la diversité d'acteurs impliqués augmentent, de même que les niveaux d'intervention et la complexité du défi. Le processus demande d'autant plus de coordination, de temps et de compétences, sans parler de la mise en commun d'intérêts et points de vue différents pour construire des objectifs suffisamment clairs et partagés. À charge de qui ?
- 27 Prenons un exemple : l'alimentation à l'école. Elle fait l'objet de nombreuses initiatives avec l'intervention d'acteurs extérieurs divers (institutionnels, associatifs, commerciaux, etc.). Le souhait de développer une approche globale et systémique tant dans ses dimensions pédagogiques que structurelles gagne le monde de l'ErE. Mais le constat montre des initiatives dispersées, avec peu de liens, même au sein des démarches d'ErE, et non articulées pour former un « système » global. Esquisser une stratégie permettant de dépasser l'initiative locale pour aller vers un changement plus en profondeur nécessite aussi un travail institutionnel. L'identification de tous les acteurs est un exercice indispensable pour susciter des interactions utiles entre ceux-ci et activer des leviers, lever des obstacles, mener à des mesures et à des changements structurels.
- 28 Ainsi, depuis l'animation et la formation, activités dominantes dans le domaine de l'ErE, jusqu'à la mise en oeuvre de stratégies institutionnelles, il y a une palette de compétences et de niveaux d'intervention qui ne sont peut-être pas encore suffisamment pris en compte par les acteurs de l'ErE et pourtant indispensables pour « construire l'espoir sans naïveté », comme nous y invite Lucie Sauv (2004).

BIBLIOGRAPHIE

Bauler, T., Cornut, P. et Zacc, E. (2007). *Environnement et ingalits sociales*. Bruxelles : Universit de Bruxelles.

Dubois, C. (2008). Interview du scientifique. Entretien avec Edwin Zacc. *Symbioses, magazine d'ducation l'environnement du Rseau IDe*, 80, 7. Consult en ligne le 22 septembre 2010 sur <http://www.symbioses.be/consulter/80/>

Millet, S. et Versailles, A. (2009). L'cologie, l'individuel et le collectif. *La lettre nature humaine*, 5. Consult en ligne le 22 septembre 2010 sur www.nature-humaine.fr/files/docs/nh/NH_LETTRE_N5_BD.pdf

Partoune, C. (2008). *Jusqu' notre relation la nature et l'environnement remet-elle ou non en cause le systme conomique actuel ?* Communication ralise lors de la 3 tape du Parcours d'ErE, 24 juin 2008, Bruxelles. Consult en ligne le 22 septembre 2010 sur www.reseau-idee.be/parcours-ere/index_pdf/3.Partoune.pdf

Réseau IDée et coll. (2004). *Mémoire des acteurs de l'éducation relative à l'environnement*. Consulté en ligne le 22 septembre 2010 sur www.reseau-idee.be/assises/pdf/FINALMemorandum.pdf.

Réseau IDée et coll. (2008). *L'éducation relative à l'environnement (ErE) : pourquoi, comment, pour qui, vers quoi ?* Bruxelles : Réseau IDée. Consulté en ligne le 22 septembre 2010 sur www.reseau-idee.be/parcours-ere/index_pdf/parcours-ere.pdf

Réseau IDée (2009). *Programme pour l'éducation relative à l'environnement (ErE) et l'éducation au développement durable (EDD) 2009 : Propositions concrètes pour construire une stratégie d'ErE en Communauté française et en Régions wallonne et bruxelloise*. Bruxelles : Réseau IDée. Consulté en ligne le 22 septembre 2010 sur www.reseau-idee.be/pdf/programme2009.pdf

Sauvé, L. (1997). *Pour une éducation relative à l'environnement* (2^e édition). Montréal : Guérin. Sauvé, L. (2004). *L'éducation relative à l'environnement. Construire l'espoir sans naïveté*. Communication présentée au colloque Assises de l'ErE, organisé par le Réseau IDée, Namur, Belgique, 30 mars 2004.

NOTES

1. Cet article consiste en une adaptation de la communication *Oser la politique en Éducation... relative à l'Environnement*, effectuée par Joëlle van den Berg lors d'un séminaire organisé par l'Institut d'éco-pédagogie et tenu à Namur (Belgique) le 18 novembre 2009. Le texte original a été publié sur le site Internet de l'Institut d'éco-pédagogie (http://www.institut-eco-pedagogie.be/spip/IMG/pdf/Trace_-_Joe_lle_vanden_Berg.pdf).
2. Le Réseau IDée existe depuis 1989. Il a pour objet la promotion, l'information et la diffusion en ErE, l'échange d'expériences, l'animation de la réflexion avec les acteurs de l'ErE, et le relais des propositions vers les pouvoirs publics. En voulant porter l'ErE vers l'avant, mais pas seul, le Réseau IDée s'appuie sur une large concertation auprès d'une centaine d'associations membres en Belgique francophone et d'acteurs de l'ErE. À travers ces différentes missions, il joue en quelque sorte un rôle d'observateur, d'initiateur et de rassembleur. Contact : 266 rue Royale - 1210 Bruxelles - Belgique - www.reseau-idee.be.
3. Rudy L'Orphelin, adjoint au Maire de la ville de Caen, chargé de l'environnement, du développement durable et des déplacements urbains, intervenant lors des deuxièmes Assises nationales de l'éducation à l'environnement vers un développement durable - EEDD, à Caen (France) en octobre 2009. Réaction recueillie par Christophe Dubois du Réseau IDée.
4. Entretien avec Céline Teret, du Réseau IDée, à l'occasion du 5^e Congrès mondial d'éducation relative à l'environnement tenu à Montréal en mai 2009.
5. Les informations et archives concernant le « Parcours d'ErE » sont disponibles sur www.reseau-idee.be/parcours-ere/ et www.porteursdere.be/.

AUTEURS

JOËLLE VAN DEN BERG

Éco-conseillère, elle est secrétaire générale du Réseau IDée et directrice de la publication Symbioses.

CHRISTOPHE DUBOIS

Chef de projet au Réseau IDée. Au sein du réseau, il est responsable de la communication et rédacteur en chef du magazine Symbioses et du webmagazine Mondequibouge.be.

CÉLINE TERET

Chargée de mission en communication au Réseau IDée. Elle est également journaliste pour le magazine Symbioses et le webmagazine Mondequibouge.be.